

DOSSIER DE PRESSE

Les élu(e)s socialistes de HAUTE-SAÔNE

Les Conseiller.ère.s régionaux de Bourgogne Franche-Comté

Eric HOULLEY, Claudy CHAUVELOT-DUBAN (CD70), Loïc NIEPCERON, Sylvie NARDIN

Les Conseiller.ère.s départementaux de Haute Saône

Fernand BURKHALTER, Isabelle ARNOULD, Martine PÉQUIGNOT, Jean-Jacques SOMBSTHAY

Le 1er secrétaire fédéral du parti socialiste de Haute-Saône

Alain BALANDIER



UNIS POUR
L'AVENIR DE LA
HAUTE-SAONE



CONTACT PRESSE :

Rachida LAOUFI-SABER - tél 06 12 74 66 06

**Face aux mesures d'austérité imposées par le
gouvernement, mobilisation des élu.e.s socialistes pour
défendre le quotidien des habitants de nos territoires**

Jeudi 21 Novembre à 11h

Fédération du Parti Socialiste de Haute-Saône

33 rue Saint Georges – 70000 VESOUL



Des politiques locales au service des habitants

La Haute-Saône, département rural par excellence, est particulièrement vulnérable aux mesures d'austérité imposées par le gouvernement.

Avec près de 70 % de sa population vivant en milieu rural et une forte proportion de petites communes (84 % comptent moins de 500 habitants), le territoire dépend largement des services publics pour garantir la cohésion sociale et économique.

Dans ce contexte, les restrictions budgétaires nationales viennent accentuer les fragilités déjà présentes :

- **Une population vieillissante** : Plus de 20 % des habitants ont plus de 65 ans, générant des besoins croissants en matière de santé, de services à domicile et de mobilité.
- **Des revenus modestes** : La part des ménages imposés en Haute-Saône est la plus faible de la région (45,2 % contre 50,6 % en Bourgogne-Franche-Comté et 52,1 % au niveau national). Même parmi les ménages les plus aisés, les revenus restent inférieurs à la moyenne nationale.

Les politiques d'austérité gouvernementales se traduisent par :

Une baisse des dotations aux collectivités : Comme les régions et les départements, les petites communes rurales voient leurs marges de manœuvre financière se réduire, compliquant le financement de projets structurants tels que la rénovation des écoles, le maintien des équipements sportifs ou l'aménagement des infrastructures routières.

Des coupes dans les services publics : Réduction des effectifs dans les établissements de santé locaux, fermeture de lignes de transport, baisse des aides à domicile pour les personnes âgées. Ces décisions mettent à mal l'accès aux services essentiels.

Un frein au développement économique local : Moins d'aides pour les entreprises locales et un désengagement de l'État dans l'accompagnement des projets industriels ou agricoles, pourtant vitaux pour la région et le département.

Politique régionale : Bourgogne-Franche-Comté en première ligne face à l'austérité

La Bourgogne-Franche-Comté, dirigée par une majorité socialiste, **s'engage fermement à préserver ses politiques publiques malgré la pression des politiques d'austérité imposées par l'État**. Cet engagement se traduit par une volonté affirmée de soutenir les services essentiels et de répondre aux besoins des territoires. Cependant, les restrictions budgétaires décidées au niveau national mettent en péril ces priorités fondamentales.

Projets structurants en Haute-Saône : un appui concret pour les habitants

Lors des dernières commissions permanentes, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre en Haute-Saône, témoignant de l'engagement régional à soutenir le territoire malgré les contraintes budgétaires :

- **Mobilité et transition écologique : des investissements pour des territoires connectés et durables**

La Région Bourgogne-Franche-Comté place la mobilité et l'écologie au cœur de ses priorités pour répondre aux besoins du quotidien des habitants. Avec un investissement de **40 millions d'euros**, elle soutient des projets d'énergies renouvelables et de rénovation thermique, tels que la transformation d'un bâtiment communal en micro-crèche à Corre grâce à une subvention de **165 000 €**.

En matière de mobilité, l'aménagement de la **RN19 entre Héricourt et Sevenans**, avec un cofinancement régional de **7,18 millions d'euros**, illustre cet engagement. Ce projet stratégique, en partenariat avec le Département de la Haute-Saône et d'autres acteurs locaux, vise à fluidifier le trafic, renforcer la sécurité routière et soutenir l'attractivité économique locale.

La RN19 entre Lure et Vesoul reste un dossier prioritaire pour le développement économique et la sécurité des habitants. La Région et le Département attendent toujours un engagement financier clair de l'État pour mener à bien ce projet.

- **Éducation et insertion : des investissements pour préparer l'avenir de nos jeunes**

La Région investit massivement pour garantir des conditions d'apprentissage de qualité et **promouvoir l'insertion des jeunes**. Avec un budget de **132 millions d'euros**, les lycées bénéficient de travaux de modernisation et de transition écologique, comme au Lycée Belin à Vesoul, qui a reçu 850 000€ pour des travaux d'isolation thermique, assurant un cadre éducatif durable et performant. En parallèle, une subvention de 86 404 € a été attribuée à **la Mission Locale du Bassin Graylois à Gray** pour renforcer son accompagnement des jeunes dans leur insertion sociale et professionnelle. Ces initiatives illustrent l'engagement régional à améliorer concrètement le quotidien des habitants en offrant des opportunités d'avenir et en **luttant contre les inégalités dans les territoires**.

- **Développement économique et solidarité :**

La Région soutient activement le tissu économique et social de la Haute-Saône, avec des aides ciblées comme les 216 000 € attribués à la Banque Alimentaire de Vesoul, un soutien aux investissements immobiliers. Elle accompagne également les industries en mutation : la Société Industrielle Detroyé à Corre a bénéficié d'une subvention de 200 000 € pour consolider sa situation financière, tandis que SODERTAL, à Plancher-Bas, a reçu une aide de 50 000 € pour le recrutement stratégique d'un cadre.

- **Investissements Aménagement du territoire : des projets structurants pour revitaliser nos communes**

La Région Bourgogne-Franche-Comté se mobilise pour répondre aux défis des territoires ruraux et urbains en Haute-Saône. Ces investissements, conçus pour améliorer durablement la qualité de vie des habitants, s'inscrivent dans une stratégie globale de réduction des inégalités territoriales et de soutien à l'innovation locale.

➤ **Contrats Territoires en Action (TEA) :**

Avec 9,1 millions d'euros alloués, ces contrats accompagnent les collectivités dans leurs projets structurants pour dynamiser les territoires.

- ✓ **Transition énergétique** : les rénovations énergétiques des bâtiments publics réduisent les coûts pour les collectivités tout en participant à la lutte contre le changement climatique.
- ✓ **Mobilités douces** : les infrastructures cyclables et zones de covoiturage offrent des alternatives accessibles et écologiques, améliorant le quotidien des habitants.
- ✓ **Services à la population** : la création de nouvelles structures pour la petite enfance et des centres culturels renforce l'attractivité des communes.

Focus :

- **Pays Vosges Saônoises : 3,8 millions d'euros** dédiés à des aménagements publics durables qui favorisent une meilleure accessibilité et un cadre de vie amélioré.

- **Pays Vesoul Val de Saône : 2,9 millions d'euros** investis pour moderniser les services publics locaux et répondre aux besoins essentiels des habitants.

Ces investissements traduisent une volonté forte de la Région de ne laisser aucun territoire à l'écart du développement.

➤ **Soutien aux centralités rurales (C2R) :**

Les centralités rurales sont des points névralgiques pour les communes fragiles.

En Haute-Saône, **14 communes bénéficient de ce dispositif**, avec des financements qui participent à leur revitalisation économique et sociale.

- **Gray et Saint-Loup-sur-Semouse : 500 000 euros** pour la requalification urbaine, visant à redynamiser les centres-villes et attirer de nouvelles activités.

Ces soutiens témoignent de l'engagement régional à accompagner les communes dans des projets concrets pour leurs habitants.

➤ **Dispositif ENVI (Espaces Nouveaux Villages Innovants) :**

Conçu pour les communes de moins de 3 500 habitants, ce programme soutient des projets innovants favorisant le vivre-ensemble et la cohésion sociale.

- **Vyans-le-Val : 8 000 euros** attribués pour la création d'un espace intergénérationnel, permettant de tisser des liens entre les générations et d'encourager une dynamique locale positive.

➤ **Rénovation urbaine et cohésion sociale (Quartiers Politique de la Ville) :**

Les investissements dans les quartiers prioritaires répondent à des enjeux de rénovation urbaine et de développement social, améliorant le quotidien des habitants les plus fragiles.

- **Vesoul (Les Rêpes - Montmarin) : 1,5 million d'euros** pour des projets de rénovation qui transforment durablement le cadre de vie.

- **Lure et Luxeuil-les-Bains** : des fonds dédiés pour accompagner des initiatives locales visant à renforcer la cohésion sociale et les services de proximité.

Impact des annonces budgétaires du gouvernement : un risque pour nos territoires

La récente annonce gouvernementale sur le **PLF 2025 prévoit une baisse historique des ressources des Régions**. Cette coupe budgétaire massive met en péril des politiques essentielles, notamment en matière de santé publique.

Marie-Guite Dufay et Carole Delga ont interpellé le Premier ministre, rappelant que **sans la troisième tranche de financement de 273,1 millions d'euros pour les formations sanitaires et sociales**, les Régions seront dans l'incapacité d'ouvrir de nouvelles places pour la rentrée 2025, notamment sur **Parcoursup**. Ce recul mettrait directement en danger l'accès aux soins, déjà fragilisé par la crise du Covid-19.

Les élus socialistes dénoncent l'inaction de l'État qui n'a réuni qu'une seule fois le **Comité de suivi État-Régions**, pourtant clé pour programmer les efforts en matière de santé. La Région, elle, continue d'investir dans les mobilités et la culture, comme en témoigne la subvention de 130 000 € allouée au Théâtre Edwige Feuillère.

Et si la réduction budgétaire impactait directement votre quotidien ?

Avec **68 000 millions d'euros en moins dans le budget régional**, quelles seraient les conséquences pour la vie quotidienne des habitants ? Ces chiffres posent des questions essentielles :

- ✓ **Que se passerait-il si 1487 emplois dans les lycées**, soit la moitié des 3100 postes actuels, venaient à disparaître ? Les établissements pourraient-ils encore offrir des conditions d'enseignement adaptés à nos enfants ?
- ✓ **Et si les transports scolaires étaient réduits de moitié, supprimant potentiellement 1 bus sur 2 ?** Combien de familles seraient directement impactées dans leurs trajets quotidiens pour accéder à l'école ?
- ✓ Avec un budget pour les lycées réduit de 50 %, comment garantir la modernisation des infrastructures, la rénovation énergétique et un environnement **favorable à la réussite scolaire** ?
- ✓ Si les crédits pour la formation professionnelle des demandeurs d'emploi étaient divisés par deux, combien de personnes seraient privées d'une chance de se qualifier et de retrouver un emploi ?
- ✓ Et surtout, **si tous les crédits pour l'aménagement du territoire** venaient à disparaître, comment financer les projets structurants tels que les infrastructures de mobilité, les équipements publics ou encore les espaces culturels et sportifs ?

Ces hypothèses montrent que chaque réduction budgétaire pourrait avoir des impacts profonds sur les services publics, les infrastructures et les opportunités pour les habitants.

Conseil départemental de Haute-Saône : solidarité et proximité au service des habitants



De son côté, le Conseil départemental de Haute-Saône agit en première ligne pour garantir une solidarité de proximité. Avec un budget conséquent dédié aux politiques sociales, il soutient les personnes les plus vulnérables.

En 2024, Rénovation des collèges : 25 millions d'euros consacrés à la modernisation des établissements scolaires pour offrir des conditions d'apprentissage optimales.

Les politiques sociales du département visent à améliorer le quotidien des habitants en allouant une part importante du budget au soutien des personnes âgées, des familles en difficulté, des personnes en situation de handicap, ainsi qu'à la protection de l'enfance.

Le RN : Un double discours entre victimisation et obstruction



Et que fait le Rassemblement National ?

Alors que ces enjeux touchent directement la vie de tous, le RN refuse à l'échelle nationale de soutenir les propositions de la gauche visant à augmenter les moyens pour nos collectivités. Pire encore, ses votes contredisent son discours local en s'opposant à des mesures qui permettraient de préserver ces services essentiels.

Ces choix politiques laissent planer une question centrale : les habitants peuvent-ils accepter de voir leur quotidien fragilisé, leurs écoles sous-financées, leurs transports diminués et leurs opportunités sacrifiées au profit de calculs politiques ?

Lors des récentes sessions de la commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, le Rassemblement National a adopté des positions contraires à des initiatives essentielles pour le développement de nos territoires, y compris en Haute-Saône. En tant qu'élus socialistes, nous devons dénoncer ces contradictions et défendre les intérêts de nos concitoyens.

Écologie et transition énergétique

Session du 17 octobre 2024 : Le **RN a voté contre le financement des bilans d'émissions de gaz à effet de serre**, essentiels pour orienter les politiques environnementales locales. Cette décision impacte directement les efforts de transition écologique en Haute-Saône, où plusieurs communes bénéficient de ces financements pour leurs projets environnementaux.

Développement territorial en Haute-Saône

Session du 17 octobre 2024 : **Opposition à des subventions pour le développement des centralités rurales**, incluant des projets dans les communes de Dampierre-sur-Salon et Port-sur-Saône, destinés à revitaliser leurs centres-bourgs.

Soutien économique en Haute-Saône

Session du 27 septembre 2024 : **Abstention sur des aides pour des entreprises locales**, telles que SODERTAL (Plancher-Bas), cruciales pour le développement économique local et la création d'emplois.

Formation professionnelle et apprentissage

Session du 27 septembre 2024 : **Opposition aux subventions de formation destinées aux demandeurs d'emploi**, freinant l'insertion professionnelle des jeunes et adultes en Haute-Saône, une région particulièrement touchée par le chômage.

Relations internationales

Session du 17 octobre 2024 : **Vote contre l'aide d'urgence** de 30 000 euros à la Région d'Opole en Pologne, suite aux catastrophes de la tempête Boris. Ce refus de solidarité internationale est en contradiction avec les valeurs humanistes que nous défendons.

Ces exemples montrent un double discours : tandis qu'ils revendiquent défendre les intérêts locaux, leurs actions freinent la mise en œuvre de politiques concrètes et solidaires en Haute-Saône. Nous continuerons à œuvrer pour des politiques inclusives et adaptées aux besoins de nos territoires.

Face à la complicité de la droite et du Rassemblement National, qui soutiennent ces restrictions budgétaires au niveau national, le Parti Socialiste de Haute-Saône réaffirme son rôle de première force de gauche dans le département.

Nos élus régionaux et départementaux défendent un modèle alternatif :

Celui d'un développement équilibré et solidaire, qui répond aux besoins concrets des habitants.

En Haute-Saône, nos actions concrètes et nos investissements démontrent que l'avenir de nos territoires passe par **une gestion progressiste et ambitieuse, au service des habitants.** La gauche, à travers la Région Bourgogne-Franche-Comté et le Conseil départemental, est plus que jamais mobilisée pour résister aux coupes budgétaires et préserver la dignité et la qualité de vie dans nos territoires.